



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Cône Sud

Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay

Une publication du SER de Buenos Aires en collaboration avec le Service économique de Santiago
Du 7 au 27 août 2026

Zoom : le commerce bilatéral France – Argentine au premier semestre 2026

Au premier semestre 2026, les exportations françaises de biens vers l'Argentine ont diminué de -19,8 % (à 315 M EUR) par rapport au S1 2025 selon les données des douanes françaises. Ce recul s'explique essentiellement par l'effondrement des exportations liées au secteur automobile, avec une chute de -79,3 % des exportations de véhicules (à 7 M EUR) et de -64,6 % pour les composants automobiles (à 10 M EUR). La baisse des exportations françaises sur le semestre s'explique également par le recul des exportations de parfums et cosmétiques (-19,8 %, 4^e poste à l'export), tandis que les exportations de produits pharmaceutiques (1^{er} poste à l'export) sont restées stables, et celles de produits chimiques (3^e poste à l'export) en hausse de +15,9 %. La baisse des exportations françaises sur le semestre est aussi due à la baisse globale des importations de l'Argentine sur le semestre (-3,9 %), n'entraînant qu'une baisse modérée des parts de marchés de la France (-0,03 pt).

LE CHIFFRE À RETENIR

27 M EUR

L'excédent commercial (en biens) de la France avec l'Argentine au S1 2026, en net recul

Les importations françaises en provenance d'Argentine, essentiellement agricoles, ont augmenté de +48,4 % en g.a. au S1 2026, pour atteindre 287 M EUR. Cette performance est essentiellement liée aux importations de produits agricoles et agroalimentaires, qui représentent désormais 76 % des importations françaises totales depuis l'Argentine. Par poste, les achats d'huiles et graisses végétales et animales / tourteaux ont doublé au S1 2026 par rapport à la même période en 2025 (à 98 M EUR) et ceux de « produits de la culture et de l'élevage » ont bondi de +287,3 % (à 51 M EUR). En outre, les importations françaises de « produits pétroliers raffinés et coke » ont augmenté de +175,6 % (à 17 M EUR), traduisant le développement du secteur des hydrocarbures en Argentine. Bien que les exportations globales de l'Argentine aient largement augmenté sur le semestre (+24,4 %), la France figure parmi les pays européens ayant le plus augmenté ses importations en provenance d'Argentine.

En conséquence de la hausse des importations et d'exportations en berne, l'excédent commercial structurel de la France avec l'Argentine se réduit à +27 M EUR au S1 2026, soit le plus faible excédent semestriel sur toute la série de données des douanes françaises (commençant en 2017). Les échanges commerciaux totaux ont quant à eux atteint 602 M EUR sur le semestre (+2,7 % g.a.), faisant de l'Argentine le 4^e partenaire commercial de la France en Amérique du Sud (7,7 % des échanges), derrière le Brésil (53,9 %), le Chili (13,9 %) et désormais la Colombie (7,9 %). L'Argentine est le 5^e fournisseur sud-américain de la France au S1 2026, et son 4^e client. Les perspectives de commerce bilatéral avec l'Argentine demeurent néanmoins orientées positivement, portées notamment par une croissance argentine attendue par le FMI à +3,5 % en 2026 et +4,0 % en 2027, et par l'application provisoire de l'accord UE – Mercosur depuis le 1^{er} mai 2026.

Principaux indicateurs macroéconomiques

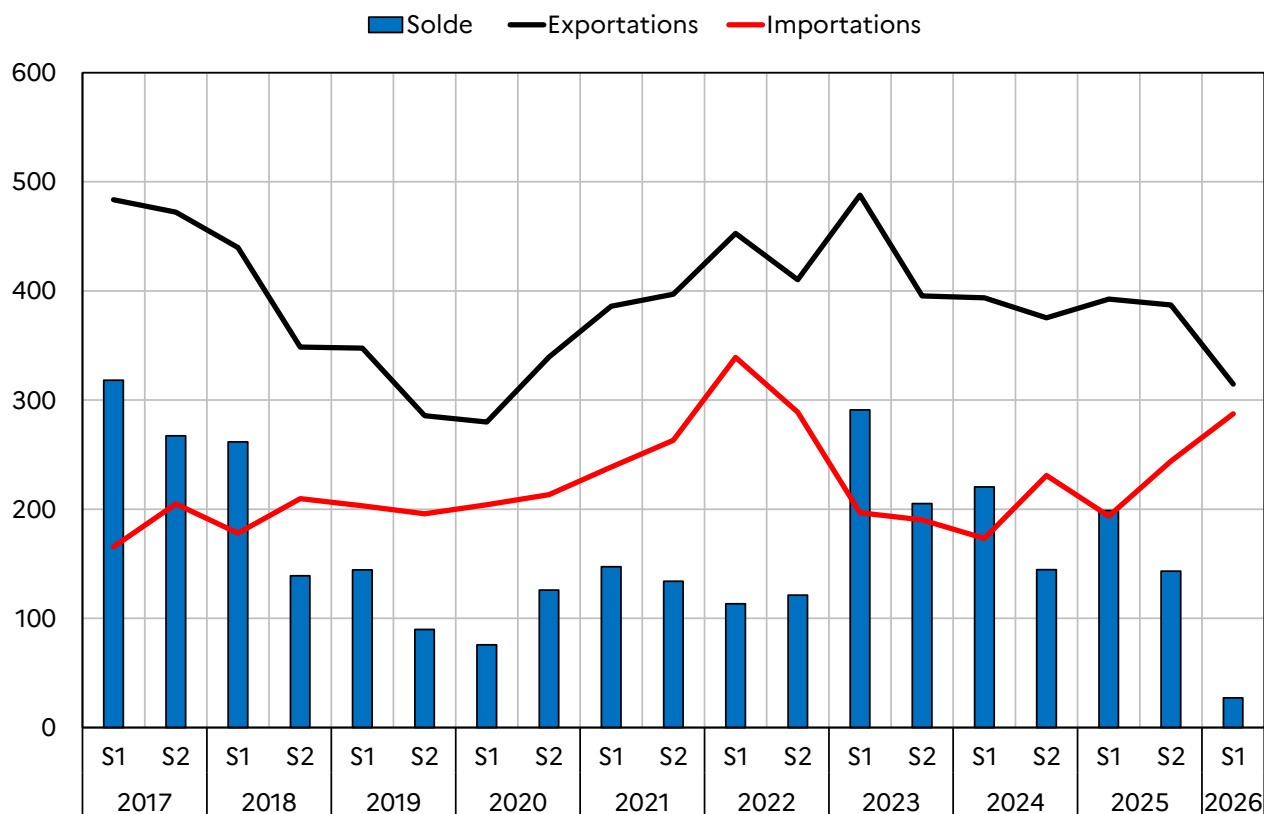
		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2025	4,5%	2,5%	6,6%	1,8%
Inflation (g.a, fin de période)	2025	31,5%	3,5%	3,1%	3,7%
Solde budgétaire (% du PIB)	2025	0,2%	-2,8%	-2,0%	-4,1%
Solde courant (% du PIB)	2025	-1,1%	-1,2%	-3,5%	-0,4%
Dettes publique (% du PIB)	2025	78,8%	42,7%	41,7%	66,6%
Part de la dette publique libellée en devise étrangère	2025	55,0%	33,4%	82,0%	49,0%
Dettes extérieure (% du PIB)	2025	49,0%	77,6%	39,4%	57,7%
Taux de chômage (fin de période)	2025	7,5%	8,0%	3,6%	7,0%
Taux d'emploi informel	2024	51,6%	26,4%	67,4%	28,5%
Prévisions et anticipations (FMI)					
Inflation (g.a, fin de période)	2026	25,0%	3,6%	3,5%	4,5%
Inflation (g.a, fin de période)	2027	12,5%	3,0%	3,5%	4,5%
Croissance du PIB réel	2026	3,5%	2,4%	4,2%	1,8%
Croissance du PIB réel	2027	4,0%	2,6%	3,5%	2,6%
Pour mémoire					
PIB nominal (Md USD)	2025	681	355	49	86
Population (millions)	2024	47	20	7	4
IDH (valeur nominale et positionnement mondial)	2023	0,865 (47/193)	0,878 (45/193)	0,756 (99/193)	0,862 (48/193)
Notation souveraine (S&P / Fitch / Moody's)	2026	B-/B-/B3	A-/A-/A2	BBB-/BB+/Baa3	BBB+/BBB/Baa1

Sources : FMI, Instituts statistiques, Banques centrales, Ministères de l'Economie, OIT, ONU, agences de notation, SER Buenos Aires

Dernière mise à jour : 03/08/2026

Graphique de la semaine

Commerce bilatéral semestriel France – Argentine (en biens, en M EUR)



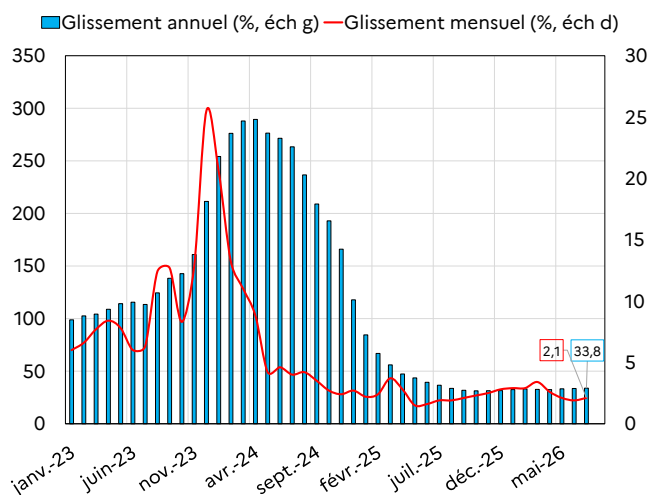
Sources : Douanes françaises, SER de Buenos Aires

ARGENTINE

L'inflation augmente légèrement en juillet, à +2,1 % en glissement mensuel

En juillet, le taux d'inflation a atteint +2,1 % en g.m. (contre +1,9 % en juin), un niveau légèrement supérieur aux attentes de marché (qui tablait sur +1,9 %). En variation annuelle, le taux d'inflation a également légèrement augmenté, pour atteindre +33,8 % (après +33,5 % en juin). Elle reste largement portée les services (+3,1 % en g.m., après +2,9 %), tandis que la hausse des prix des biens demeurant plus modérée (+1,6 % en g.m., après +1,4 %) en raison du peso fort. L'inflation sous-jacente a quant à elle atteint +1,8 % (+0,2 pt par rapport à juin). Sur le mois, la hausse des prix a été tirée par des facteurs saisonniers (+4,5 % en g.m.) en particulier les vacances d'hiver, conduisant à une inflation élevée dans les catégories « récréation et culture » (+5,0 % en g.m.) et « hôtellerie-restauration » (+2,8 % en g.m.). La hausse des prix régulés reste élevée à +2,1 % en g.m. (vs +2,3 % en juin), sous l'effet des hausses des tarifs du transport public, de l'électricité et du prix des combustibles.

Graphique : légère hausse de l'inflation en juillet



Sources : INDEC, SER de Buenos Aires

Plusieurs éléments continuent de contenir les pressions inflationnistes, parmi lesquels (i) l'assainissement des finances publiques, évitant ainsi la monétisation du déficit budgétaire, (ii) une politique monétaire de strict contrôle de la quantité de peso en circulation, (iii) un peso toujours fort en termes réels, avec des interventions pour contenir le peso autour du seuil

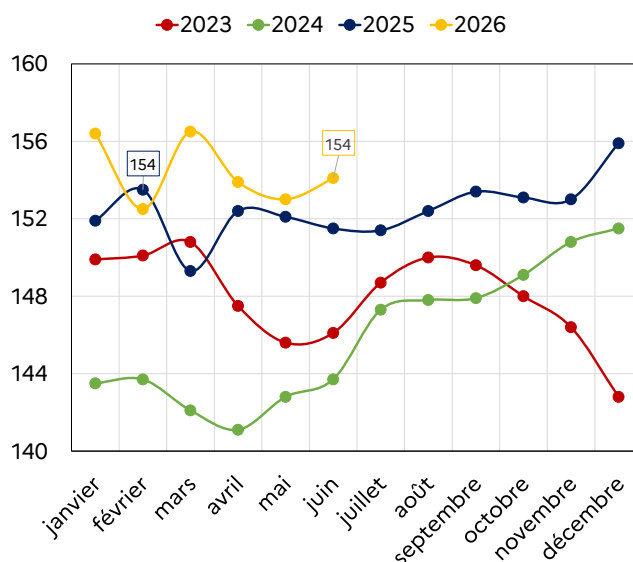
de 1 500 ARS/USD, bien que ce seuil ait récemment été franchi (à 1 512 ARS/USD au 25/08).

Le consensus de marché de la BCRA table sur une inflation annuelle qui reculerait légèrement d'ici la fin de l'année, pour atteindre +29,8 % en décembre 2026. Ceci s'expliquerait par des niveaux d'inflation mensuelle inférieurs à +1,9 % sur chaque mois jusqu'à décembre 2026.

Rebond de l'activité économique en juin : +0,8 % g.m.

L'estimateur mensuel d'activité économique (EMAE) a augmenté de +0,8 % en g.m. en juin 2026 (série désaisonnalisée), après deux mois consécutifs de recul (-1,6 % en avril et -0,6 % en mai). En variation annuelle (série avec saisonnalité), l'activité a progressé de +2,7 % (après +0,4 % en mai). Les secteurs les plus dynamiques sur le mois ont été le secteur minier (+15,6 % g.a.), l'intermédiation financière (+5,1 %), et le secteur agricole (+4,6 %) tandis que l'industrie manufacturière (+1,9 %) et le commerce (+0,8 %) ont progressé plus modestement.

Graphique : l'activité économique est relativement stable depuis février 2025 (indice EMAE, base 100 en 2004, série désaisonnalisée)



Sources : INDEC, SER de Buenos Aires

Ces données sur le mois de juin soulignent la poursuite d'une forte hétérogénéité sectorielle, en dépit d'un certain rebond pour les secteurs en difficulté. Pour rappel, depuis plusieurs mois certains secteurs – peu intensifs en main d'œuvre – sont particulièrement dynamiques, à l'instar de l'agriculture, l'oil & gas et le secteur minier (priorité de l'exécutif, avec l'existence d'un régime pour

attirer les grands investissements – *RIGI*). À l'inverse, d'autres secteurs – intensifs en main d'œuvre – sont en difficulté, comme celui de la construction (pénalisée par le faible dynamisme de l'investissement public), ou encore de l'industrie manufacturière, en difficulté suite à la stratégie d'ouverture commerciale et d'un peso fort. Ce fossé sectoriel fait peser un risque sur le marché du travail.

La compilation des indices EMAE (proxy du PIB) sur le T2 2026 laisse poindre un recul de l'activité de -0,9 % sur le trimestre, en attente des données officielles qui seront publiées le 17 septembre. Ce recul trimestriel du PIB serait le premier depuis le T2 2024. Sur l'ensemble de l'année 2026, le FMI prévoit une croissance de +3,5 %, tandis que le consensus de marché de la BCRA (enquête REM de juillet) anticipe +2,7 %, des prévisions qui ont progressivement été revues à la baisse au cours de l'année (+3,4 % était encore attendu lors de l'enquête de la BCRA de février).

Le gouvernement multiplie les mesures pour stimuler le crédit

L'exécutif a d'abord flexibilisé les restrictions sur le crédit bancaire en USD aux entreprises en autorisant désormais son octroi aux sociétés non génératrices de devises. Avant cette mesure, les banques ne pouvaient accorder des crédits en USD qu'aux entreprises disposant de revenus ou de garanties dans cette même monnaie (mesure issue de la crise économique de 2001). Plusieurs garde-fous macroprudentiels ont toutefois été mis en place, notamment la mise en place d'un plafond fixé à 15 % des dépôts en USD de chaque entité financière ; ou encore une exigence en capital de 125 % pour ces encours.

Puis, le ministre de l'Economie Luis Caputo a annoncé le lancement d'une mesure visant à stimuler le crédit hypothécaire. Pour ce faire, le ministre a annoncé que le gouvernement pourrait utiliser jusqu'à 2 000 Md ARS (environ 1,3 Md USD) du Fonds de Garantie de Soutenabilité (FGS) géré par l'Administration Nationale de la Sécurité Sociale (ANSES), l'organisme en charge du système de sécurité sociale argentin. Le FGS prêtera cette enveloppe aux banques commerciales via des appels d'offres de 200 Md ARS et des maturités comprises entre 1 et 5 ans, pour qu'elles la réinjectent en prêts hypothécaires. Ce mécanisme visera à réduire le « *mismatch* » structurel de

maturité en Argentine entre dépôts bancaires (très court terme) et crédit hypothécaire (long terme), qui explique en partie la quasi inexistence du crédit hypothécaire dans le pays.

Ces mesures s'inscrivent dans un contexte d'atonie du crédit au secteur privé, qui reste très faible en Argentine (environ 12 % du PIB, bien en-deçà des standards régionaux). Alors qu'il avait porté la reprise de l'activité au S2 2024 et S1 2025, le crédit peine désormais à redémarrer, impacté par des taux d'intérêt élevés, et un niveau record des défauts sur les emprunts (7,6 % en juin 2026). La relance du crédit au secteur privé pourrait permettre de stimuler une activité économique en manque de dynamisme (*cf. supra*).

Nette remontée du risque pays jusqu'à 535pb

Le risque pays a atteint son plus haut niveau depuis trois mois, s'établissant à 535 pb le 20 août 2026 (+122 pb par rapport au plus bas des 30 derniers jours), avant de se replier légèrement à 515 pb le 26 août 2026. Cette dégradation traduit un scepticisme accru des marchés financiers, alimenté par trois facteurs :

i) Une prime de risque politique anticipée, en amont de l'élection présidentielle de 2027. Suite à la baisse des indicateurs de confiance du gouvernement Milei, le prix des titres en dollars a chuté de -4 % en moyenne en août, notamment sur les *Bonares* et *Globales* qui arrivent à échéance dès 2029. Leur remboursement dépend du maintien des orientations économiques après l'élection, ce qui fragilise la confiance des investisseurs.

ii) La hausse des taux souverains américains. Le rendement des obligations à 30 ans a dépassé 5 %, un sommet depuis 2007. Cette hausse pénalise doublement le risque pays argentin : ces actifs sûrs et rémunérateurs détournent les capitaux des actifs risqués, tout en élargissant mécaniquement le spread souverain.

iii) Des signaux de stagnation économique. L'inflation a atteint son plus haut niveau sur un an (+33,8 % en g.a. en juillet), alors que le rythme d'accumulation de réserves internationales par la Banque Centrale ralentit. Le maintien artificiel du peso sous le seuil des 1 500 ARS/USD, fait craindre l'utilisation de ces réserves pour maintenir la monnaie au détriment du service de la dette.

Approbation d'une ligne de crédit de la BID à hauteur de 700M USD

Le gouvernement argentin a approuvé une ligne de crédit de la Banque interaméricaine de développement (BID) d'un montant de 700 M USD, destinée à soutenir la transformation digitale des systèmes de santé, sur une durée d'utilisation de 10 ans à compter de son entrée en vigueur. L'objectif déclaré du programme est de « contribuer à réduire la charge évitable de maladie et de mortalité au sein de la population relevant de la responsabilité des systèmes de santé ».

Un premier prêt de 85 M USD a été accordé à la province de Mendoza. Le projet financera l'infrastructure et les équipements médicaux (45 %), les systèmes informatiques (IA), et la cybersécurité (35 %), le développement d'un dossier médical électronique (11 %), et la formation du personnel (9 %).

Sur le plan financier, l'État argentin se porte garant pour ce prêt provincial. Pour protéger sa propre crédibilité financière, l'État et la province de Mendoza ont signé un « Contrat de Contre-garantie » : en cas de non-remboursement de Mendoza, le gouvernement national peut prélever directement le montant dû sur les fonds qui reviennent à la province au titre de la coparticipation fédérale des impôts. Ce mécanisme classiquement protège le budget national contre tout risque de défaut.

L'Argentine et le Mexique relancent les négociations sur un accord automobile bilatéral

5 mois après la rupture de leur accord bilatéral, l'Argentine et le Mexique ont relancé les négociations pour renouveler l'ACE 55 (Accord de complémentation économique automobile) et l'ACE 6. Après 20 ans d'opération, l'accord avait pris fin le 18 mars 2026 faute de renouvellement. En raison de divergences politiques et de négociations bloquées, l'administration Milei ne souhaitait pas reconduire l'ACE 55, sans extension de l'ACE 6 – qui exonère certains produits de droits de douane – aux biens agricoles et agroindustriels argentins.

La fin de l'accord et le rétablissement des droits douane a fragilisé les constructeurs automobiles

présents au Mexique, contraints de restreindre la commercialisation de certains modèles. L'ACE 55 accordait un contingent annuel de 773 M USD FOB (soit environ 27 000 véhicules) exonérés de taxes. Depuis mars, les véhicules mexicains sont soumis au tarif de droit commun de 35 %, au même titre que ceux des États-Unis, de la Chine ou du Japon.

Suite à la non-prorogation de l'accord de libre-échange T-MEC (Traité entre le Mexique, les États-Unis et le Canada), l'administration mexicaine a relancé les discussions pour trouver de nouveaux marchés en proposant de réviser les modalités de l'ACE6. En abaissant les droits de douane sur les biens agricoles agroalimentaires argentins, la révision de cet accord vise à rééquilibrer la balance commerciale argentine, structurellement déficitaire au sein de cette relation bilatérale, puisque l'ACE 55 favorise l'importation de voitures produites au Mexique.

Deux points restent néanmoins en suspens : (i) la durée du futur accord puisque les industriels argentins sont favorables à une prorogation indéterminée afin de gagner en prévisibilité (ii) la taille du contingent qui serait exonéré de droits de douane.

CHILI

Le PIB chilien se contracte de nouveau au T2 2026, sur fond de recul des exportations minières

Selon les Comptes nationaux publiés le 18 août par la Banque centrale du Chili, l'activité économique a reculé de 0,2 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2026. Ce résultat est inférieur de 0,3 point à l'estimation préliminaire de l'autorité monétaire, qui situait début août la croissance à 0,1 % (Indice mensuel d'activité économique). Il marque, de surcroît, un deuxième trimestre consécutif de contraction du PIB en glissement annuel, après un recul de 0,3 % au premier trimestre.

Ce recul s'explique principalement par la contribution négative du commerce extérieur et de la variation des stocks. Par rapport au deuxième trimestre de l'an passé, les exportations ont diminué de 2,1 %, notamment en raison d'une baisse des ventes de cuivre et de produits alimentaires, ainsi que d'une diminution des recettes issues du tourisme. La formation brute de

capital a également pesé négativement sur la croissance (-3,9 %), sous l'effet d'un déstockage de produits manufacturés, sa composante fixe, la FBCF, étant pour sa part restée stable. La consommation demeure toutefois en hausse (+1,3 %), portée par les ménages (+1,2 %) et les administrations publiques (+1,8 %). Du point de vue de l'offre, la contraction de l'activité tient pour l'essentiel au recul du secteur minier (-6,4 %), le PIB non minier progressant en parallèle de 0,7 %. Elle s'explique également par le repli de la construction (-3,2 %) et de la pêche (-5,9 %).

L'entrée du Chili en récession technique - définie par deux trimestres consécutifs de baisse de l'activité – est sujette à débat. Si les chiffres du deuxième trimestre constituent une deuxième baisse consécutive en glissement annuel, l'activité économique stagne (0,0 %) par rapport au trimestre précédent en données désaisonnalisées. En se référant à cette dernière mesure, le ministre des Finances, Jorge Quiroz, a ainsi contesté l'existence d'une récession technique. En tout état de cause, les résultats du premier semestre s'inscrivent en deçà du rythme nécessaire pour atteindre la prévision de croissance de 1,8 % sur l'année 2026, retenue par le gouvernement chilien. Le 20 août dernier, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) avait, pour sa part, abaissé sa propre prévision pour 2026 de 2,0 % à 1,6 %.

La nouvelle administration chilienne acte ses premières alliances avec des entreprises privées pour la production de cuivre et de lithium

En tant que premier producteur mondial de cuivre et figurant parmi les premières réserves de lithium¹, le Chili est amené à jouer un rôle clef dans la fourniture de métaux et minerais stratégiques nécessaires aux transitions énergétiques et numériques. En 2025, le pays a ainsi été le premier producteur de cuivre avec 5,4 millions tonnes métriques, soit 23 % du total mondial², et le troisième de lithium avec 56 000 tonnes, soit 19,3 % du total mondial, derrière l'Australie (31,7 %) et la Chine (21,4 %). Malgré ces bons résultats, la mine chilienne reste soumise à de nombreux défis, tant

en termes de productivité que de développement de nouveaux projets d'envergure. Malgré ses atouts considérables, ces problématiques pourraient fragiliser le positionnement du Chili dans un contexte marqué par une demande croissante et une concurrence renforcée.

Face à ces défis, le président José Antonio Kast avait mis au cœur de son programme la relance de l'activité et de l'investissement, notamment dans le secteur minier. Près de six mois après sa prise de fonction, le gouvernement vient de confirmer ses deux premières alliances dans le secteur du cuivre et du lithium, traduisant les efforts de la nouvelle équipe pour développer des projets avec des entreprises privées.

Dans le secteur cuprifère, la Codelco (premier producteur de cuivre du pays) a confirmé ce mardi 25 août la création d'une co-entreprise formée avec l'entreprise chilienne Pucobre, pour le développement du projet de Tovaku dans la région d'Antofagasta. Ce projet vise à la production de 46 milles tonnes de cathodes de cuivre par an entre 2030 et 2051, pour un investissement total de 870 M USD. La nouvelle entité – dont Pucobre détiendra 60 % des participations et Codelco 40 % – permettra d'accélérer les phases de développement du projet (ingénierie de détails, obtention des permis, exécution des premiers travaux...). Ce projet s'inscrit également dans la vision stratégique du nouveau président de Codelco, Bernardo Fontaine, qui souhaite redonner la priorité au cuivre et générer les investissements nécessaires pour gagner en compétitivité.

Le même jour, dans le lithium, le premier Contrat Spécial d'Exploitation du Lithium (CEOL) pour un projet entièrement porté par une entreprise privée a été signé avec l'entreprise chilienne Quiborax. Ces contrats – institués par la Stratégie nationale du lithium de 2023 pour permettre l'exploitation du lithium, inconcessible selon la loi chilienne – ont connu des difficultés de mise en œuvre malgré les avancées d'Enami et Codelco sur certains salars stratégiques. Le contrat prévoit l'exploitation du lithium contenu dans les résidus miniers de l'usine d'El Águila, avec laquelle Quiborax produisait de l'acide borique issu du Salar de Surire depuis près

¹ Selon l'Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS), en 2025, le Chili disposait des premières réserves mondiales prouvées de lithium (9,2 millions de tonnes de lithium, soit 24,9 %) devant l'Australie (22,7 %) et la Chine (12,4 %). Ces chiffres restent toutefois discutables car de nombreux pays n'ont pas initié de travaux d'exploration approfondis –

notamment la Bolivie – et les réserves réelles pourraient dépasser les 150 millions de tonnes.

² Total hors États-Unis, les données publiées par l'Institut d'études géologiques des États-Unis gardant les données nationales confidentielles.

de quinze ans. Le projet prévoit un investissement de 70 M USD, permettant à l'entreprise d'extraire jusqu'en 2046, ou jusqu'à un montant total de 20 000 tonnes d'équivalent carbonate de lithium. Le contrat ne prévoit en revanche aucune exploration ou exploitation de saumures de lithium dans de nouveaux salars, ou même l'ouverture de nouvelles sources de lithium issus de résidus produits postérieurement à l'accord. Le biministre, qui s'est félicité de la signature de l'accord, a rappelé que le « Chili devait se préparer pour tirer parti du cycle du lithium à venir, car le dernier n'a pas été exploité ».

Le Chili cherche à attirer davantage d'investissements asiatiques

La tournée du ministre des Relations extérieures, Francisco Pérez Mackenna, en Chine, au Japon et au Vietnam vise à renforcer les relations économiques avec l'Asie et à diversifier les échanges et les investissements. Du 20 au 26 août 2026, le ministre a rencontré des autorités et des entreprises des trois pays, avec un accent particulier sur les minerais critiques, les énergies renouvelables, les technologies, l'agroalimentaire et les infrastructures.

La Chine demeure le principal partenaire commercial du Chili, avec des échanges qui atteignent 67,1 Md USD en 2025. En hausse de près de 15 % sur un an, ils représentent plus d'un tiers du commerce extérieur chilien. Cette relation commerciale s'appuie sur un accord de libre-échange entré en vigueur en 2006 progressivement étendu au commerce des services et aux investissements, puis approfondi en 2019 qui a notamment renforcer l'accès aux marchés, la facilitation des échanges et le commerce électronique. À Pékin et Shanghai, le ministre a présenté l'initiative Choose Chile³ à des entreprises chinoises des secteurs de l'agroalimentaire, de l'énergie, des mines, des infrastructures, des télécommunications et de l'électromobilité, afin de promouvoir les investissements au Chili. La visite a également porté sur la coopération dans le secteur de la santé, notamment avec Sinovac, qui a fourni plus de 17 millions de doses de vaccins contre la grippe au Chili sur les saisons 2025-2026 et remporté l'appel d'offres pour les vaccins contre l'hépatite A pour la période 2026-2028.

Le Japon constitue un partenaire stratégique pour le développement des investissements chiliens dans les secteurs liés à la transition énergétique et aux ressources critiques. Quatrième partenaire commercial du Chili, il a enregistré une hausse de 11 % des échanges au premier semestre 2026, à plus de 6 Mds USD. Cette relation commerciale s'appuie sur l'Accord de partenariat économique stratégique, en vigueur depuis 2007, ainsi que sur la participation des deux pays à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP). Le ministre Pérez Mackenna s'est entretenu avec Yamada Kenji, ministre d'État de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie, ainsi qu'avec Kazuhiko Amakawa, gouverneur du Banque de Coopération International du Japon, JBIC, afin d'explorer de nouvelles opportunités d'investissement dans les minerais critiques, les énergies renouvelables, l'hydrogène vert et les technologies avancées, ainsi que sur les opportunités d'accroître les investissements japonais au Chili.

Le Vietnam offre un potentiel de diversification des échanges chiliens vers l'Asie du Sud-Est. Premier partenaire commercial du Chili au sein de l'ASEAN, le Vietnam a enregistré une hausse de 39 % des échanges bilatéraux en 2025, à plus de 2,1 Mds USD. Les échanges sont encadrés par un accord de libre-échange signé en 2011 et entré en vigueur en 2014, premier accord de ce type conclu par le Vietnam avec un pays d'Amérique latine. Les autorités souhaitent désormais élargir cette relation au-delà du commerce de biens, notamment dans les investissements, les services, l'économie numérique et les technologies. Le ministre a notamment rencontré Vingroup, conglomérat vietnamien actif dans l'industrie, les infrastructures, les technologies et les énergies vertes, afin de présenter les opportunités d'investissement au Chili.

La tournée traduit la volonté du gouvernement chilien de renforcer l'intégration du pays dans les chaînes de valeur asiatiques et d'accroître l'investissement étranger dans des secteurs stratégiques. Cette stratégie est également soutenue par les mesures du projet de loi de reconstruction, qui prévoit notamment une réduction de l'impôt sur les bénéfices des entreprises de 27 % à 23 %, un régime de stabilité

³ Initiative du gouvernement chilien destinée à attirer les investissements étrangers et l'implantation de nouvelles entreprises dans le pays,

notamment dans les secteurs stratégiques, ainsi qu'à promouvoir les exportations et l'accès des produits chiliens aux marchés internationaux.

fiscale pour les grands investissements et une accélération des procédures d'autorisation.

PARAGUAY

Maintien du taux directeur à 5,5 % par la banque centrale

Le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale du Paraguay (BCP) a décidé à l'unanimité de maintenir le taux directeur à 5,5 %, un niveau jugé cohérent avec l'objectif de neutralité monétaire. Cette décision s'appuie sur une activité économique locale dynamique : l'indicateur mensuel d'activité économique a enregistré une croissance de +5,6 % en juin en g.a. tiré par les services, l'agriculture, l'électricité et l'eau. L'indicateur des ventes a quant à lui progressé de +4,1 % en g.a., porté par l'automobile, la chimie-pharmacie, les matériaux de construction, de vêtements et d'équipements pour la maison.

L'inflation s'établit à +1,6 % en g.a. en juillet 2026, soit un recul de -0,5 pt par rapport à juin. Sur le même mois, l'inflation sous-jacente atteint +1,3 % en g.a., maintenue à un niveau bas principalement en raison de la faible hausse des prix des biens non énergétiques. Toutefois, si les anticipations d'inflation à 12 mois restent ancrées à +3,5 % en août 2026, une enquête récente de la BCP montre que le consensus de marché a revu à la baisse ses prévisions pour l'année, de +3,5 % à +3,3 % d'inflation (-0,2 pt), s'éloignant de la cible officielle fixée à +3,5 %.

Enfin, face aux incertitudes sur la trajectoire future des taux de la Fed et du risque d'un choc énergétique plus prolongé, le CPM préfère garder une certaine flexibilité pour ces décisions futures. Jusqu'à présent, le mix énergétique paraguayen, davantage axé sur les énergies renouvelables, protège l'économie domestique, tandis que le régime de change flexible amortit efficacement les chocs externes.

URUGUAY

UE-Mercosur : l'Uruguay a exporté 13,8 M USD vers l'Union européenne durant les 12 premières semaines d'application de l'accord

Durant les 12 premières semaines d'application de l'accord UE-Mercosur, l'Uruguay a exporté vers l'UE un montant total de 13,8 M USD, soit 6 413 tonnes réparties entre 26 produits et 11 pays. Ce montant se répartit entre deux canaux : 5,5 M USD via le régime préférentiel général (accès sans quota à un tarif réduit,) et 8,3 M USD via des contingents tarifaires, (tarifs préférentiels réservés aux produits sensibles dans la limite d'un volume plafond).

L'utilisation de l'accord s'est nettement accélérée au fil des semaines : sur les 3 premières semaines, les exportations (au tarif préférentiel) n'atteignaient que 0,4 M USD contre 8,5 M USD sur les quatre dernières semaines les 4 dernières soit 62 % du total cumulé. La viande bovine concentre en valeur la majorité des exportations, à 41 % (5,6 M USD), devant les agrumes (22 %), le miel (11 %) et le riz (10 %). Les Pays-Bas captent la moitié des flux, devant l'Espagne (16 %), la Belgique (10 %) et l'Allemagne (9 %).

Le régime préférentiel de l'accord réduit fortement les droits de douane payés par l'Uruguay vers l'Europe. Sans cet accord, les entreprises uruguayennes auraient dû s'acquitter 2,9 M USD de droits de douane. Grâce au régime préférentiel de l'accord, l'Uruguay n'en a payé que 0,7 M USD soit une économie à 2,1 M USD (15,6 % de la valeur exportée). La protection effective du marché européen sur ce panier de produits chute, passant de 20,7 % à 5,1 %.

Antel investira 70 M USD dans un centre de données, spécialisé en intelligence artificielle

L'opérateur public uruguayen Antel investira 70 M USD dans la construction d'un centre de données spécialisé en intelligence artificielle, dans le département de Canelones, au sud du pays. Le choix de cette localisation garantit un accès direct aux câbles sous-marins internationaux de fibre optique ainsi qu'aux réseaux électriques. Le chantier devra débuter au premier trimestre 2027, pour une durée d'un à deux ans, avec une mise en service visée pour 2028-2029. Le projet devrait

générer 250 emplois directs en exploitation, auxquels s'ajouteront ceux liés à la phase de construction.

Dans la continuité du plan gouvernemental « *Estrategia Nacional de Inteligencia Artificial* » 2024-2030, l'Uruguay ambitionne de consolider sa position de hub technologique régionale. Le pays s'appuie sur trois avantages compétitifs majeurs :

(i) un réseau électrique essentiellement renouvelable, (ii) une stabilité institutionnelle solide, et (iii) une connectivité internationale renforcée par la présence de plusieurs câbles sous-marins sur ses côtes. En 2024, le gouvernement uruguayen a déjà autorisé la construction d'un data center, financé à hauteur de 850 M USD par l'entreprise américaine Google, dont la livraison est prévue pour 2027.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Stéphane TABARIE
Service Economique Régional de Buenos Aires

Rédaction : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Abonnez-vous : leo.lesage@dgtresor.gouv.fr